

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°544 – 28 juin 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Le FEM approuve 7 projets et programmes en faveur de l'Afrique de l'ouest

Le 20 juin 2024, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) [a approuvé](#) des financements d'un montant total de 736,4 M USD en faveur de projets de protection et de renouvellement de la nature, de villes durables, d'industries propres, pour une meilleure santé des océans et des terres et pour la résilience au changement climatique dans plusieurs pays en développement, dont [7 en Afrique de l'ouest](#). Il s'agit notamment : (i) au titre des projets et programme multi-pays incluant certains pays de la zone comme bénéficiaires, de l'Initiative de la Grande Muraille Verte (77,9 M USD), le Programme intégré de villes durables (151,8 M USD) et le Programme mondial de surveillance des produits chimiques pour soutenir la mise en œuvre des Conventions de Stockholm et de Minamata (23,5 M USD) ; (ii) en Gambie, du projet pour l'amélioration de la résilience urbaine dans le Grand Banjul (12,5 M USD) ; (iii) en Guinée, du projet d'assainissement et d'eau (10,1 M USD) ; (iv) en Mauritanie, du projet de réhabilitation et de restauration des écosystèmes de la ceinture de la gomme arabique et de l'utilisation durable des ressources forestières (5,3 M USD) ; (v) en Sierra Leone, d'un 3^{ème} financement additionnel (18,4 M USD) pour le programme de résilience des systèmes alimentaires.

Le chiffre à retenir

43%

Le taux de pauvreté au Burkina Faso en 2021/2022 selon l'Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM)

3 villes d'Afrique de l'Ouest rejoignent le programme du Fonds de développement urbain de la BAfD

Le 13^e comité de supervision du Fonds de développement urbain et municipal (UMDF) de la Banque africaine de développement (BAfD), qui s'est tenu les 19 et 20 juin 2024, [a approuvé](#) l'intégration de 6 nouvelles municipalités au "Programme des villes africaines". Il s'agit entre autres de Grand Nokoué (Bénin), Joal (Sénégal) et Nouakchott (Mauritanie). UMDf financera un accompagnement de plusieurs mois au cours duquel sera réalisé un diagnostic précis des points forts et des vulnérabilités de la ville, pour ensuite identifier des projets d'infrastructures transformateurs autour desquels fédérer bailleurs de fonds publics et privés.

Bénin

67 M USD du FMI au titre de la 4^{ème} revue du FEC/MEDC et de la 1^{ère} revue de la FRD

Le 27 Juin 2024, le Conseil d'administration du FMI [a achevé](#) la 4^{ème} revue au titre de la Facilité



élargie de crédit (FEC) et du Mécanisme élargi de crédit (MEDC), ainsi que la 1^{ère} revue au titre de la Facilité de résilience et durabilité (FRD). Cette décision devrait entraîner le décaissement immédiat de 41 M USD au titre de la FEC/MEDC, portant le total des décaissements au titre du programme à 526 M USD, et de 26 M USD au titre de l'accord de FRD. L'institution internationale a souligné la résilience remarquable de l'économie béninoise face aux chocs, grâce notamment aux amortissements créés avant la pandémie de Covid. Les efforts de réformes mis en œuvre par le gouvernement dans les infrastructures et dans l'éducation, ainsi que l'investissement privé devraient, selon le FMI, permettre de maintenir une croissance soutenue et de créer des emplois à moyen et long terme. Elle a également salué les bonnes performances du programme dont tous les objectifs quantitatifs ont été remplis, et dont toutes les mesures de réformes ont été mises en œuvre. A noter que ce Conseil d'administration a conclu les consultations de 2024 au titre de l'article IV.

Exécution du budget de l'Etat à fin mars 2024

[Le solde global de l'exécution budgétaire](#) au 31 mars 2024 ressort déficitaire à 49,7 Mds FCFA (75 M EUR). Pour les trois premiers mois de l'année 2024, les recettes de l'Etat s'établissent à 496 Mds FCFA (759 M EUR) soit 24% des recettes anticipées au titre de la loi de finances 2024. Le Bénin a réussi à mobiliser les recettes intérieures grâce à la mise en œuvre de sa stratégie de mobilisation des recettes à moyen-terme et à la bonne dynamique de consommation. Ces recettes sont à 90% des recettes fiscales. Concernant les dépenses, elles s'établissent à 613 Mds FCFA engagés (contre 410 Mds exécutés ; 938 M EUR) soit 24% des prévisions annuelles et sont soutenues par des décaissements réalisés pour les projets inscrits au Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) et par les dépenses de transfert et la charge de la dette. Enfin, les ressources de

trésorerie ont été mobilisées à hauteur de 36% des prévisions annuelles (411 Mds FCFA sur 1 123 Mds FCFA – 627 M EUR et 1,7 Mds EUR) notamment grâce à l'émission d'un eurobond au mois de février 2024.

Burkina Faso

100 M USD de Coris pour finaliser la construction de la mine de Kiaka

La compagnie australienne West African Ressources [a annoncé](#) avoir reçu un prêt de 61 Mds FCFA (100 M USD) de la banque burkinabè Coris Bank International afin de finaliser la construction de sa mine d'or de Kiaka. Ce prêt conclut ainsi la levée de fonds de 265 M USD auprès de Coris Bank et la société d'investissement Sprott Ressource Lending Corp pour le développement de son projet aurifère. La compagnie d'exploitation australienne a déclaré que l'extraction d'or devrait débuter au 3^{ème} trimestre 2025 et que la production globale de la mine sur sa durée de vie est estimée à plus de 113 tonnes d'or, avec une production annuelle qui devrait culminer à 13,4 tonnes d'or en 2029.

La Banque mondiale prône le maintien de la dynamique des réformes de l'aide sociale

Dans son rapport 2024 sur l'économie burkinabè, la Banque mondiale (BM) [se concentre](#) sur les défis de réforme de l'aide sociale. Ainsi, le rapport indique qu'après avoir augmenté entre 2021 et 2022, la pauvreté devrait être restée stable à environ 43% de la population, du fait d'une inflation modérée au Burkina Faso, qui s'est établie à +0,7% en 2023. Le rapport met également en avant le fait que les dépenses publiques réservées à l'aide sociale ont nettement augmenté depuis 2005, pour représenter 2,6% du PIB en 2023, et seraient théoriquement suffisantes pour réduire de près de moitié l'écart de pauvreté. Toutefois, la BM



explique que ce niveau important de dépenses demeure entravé par l'inefficacité du système, la moitié des bénéficiaires de l'aide sociale étant des non-pauvres. De plus, en 2023, le gouvernement burkinabè a suspendu progressivement les interventions comprenant les transferts monétaires, qui représentaient la dépense d'aide sociale la plus progressiste au Burkina Faso. La BM propose ainsi des mesures afin d'améliorer le système d'aide sociale au sein du pays. L'institution recommande de fait aux autorités burkinabè (i) une amélioration de l'efficacité de la mobilisation des recettes, (ii) un renforcement de l'efficacité des dépenses publiques, et (iii) l'atténuation des impacts économiques du retrait de la CEDEAO.

Cap-Vert

5,9 M USD du FMI au titre de la 4^{ème} revue FEC et de la 1^{ère} revue FRD

Le 25 juin 2024, le Conseil d'administration du FMI a [validé](#) un décaissement de 5,9 M USD pour le Cap-Vert au terme de la 4^{ème} revue de l'accord au titre de la Facilité Élargie de Crédit (FEC) approuvée en juin 2022 et la 1^{ère} revue au titre de l'accord au titre de la facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) approuvée en décembre 2023. Ce décaissement est le 2^{ème} dans le cadre du programme de 36 mois et porte le montant total des décaissements à 48 M USD, soit 152 % de la quote-part du pays. Le Cap-Vert a pris le chemin d'une reprise économique solide, avec une croissance du PIB de 5,1 % en 2023, une faible inflation et un niveau stable de réserves internationales. Le ratio dette publique/PIB est en baisse, grâce à une croissance forte et un excédent budgétaire record. Les perspectives pour 2024 sont également positives avec une croissance attendue à 4,7 %. Les réformes soutenues par le FMI entendent aussi promouvoir la productivité et la résilience climatique, avec un focus sur les infrastructures, la transition énergétique, et la réduction de la pauvreté.

Côte d'Ivoire

Le FMI achève la 2^{ème} revue FEC/MEDC et la 1^{ère} revue FRD

Le 25 Juin 2024, le Conseil d'administration du FMI [a approuvé](#) la 2^{ème} revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC) et le Mécanisme élargi de crédit (MEDC), et la 1^{ère} revue du programme appuyé par la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). L'approbation de ces revues donne droit à des décaissements totalisant 570 M USD. Le FMI indique que la mise en œuvre du programme a été solide jusqu'à présent, avec tous les objectifs atteints. Pour 2024, la croissance est projetée à 6,5%, tandis que l'inflation devrait revenir dans la fourchette cible de 1 à 3 % de la BCEAO. En outre, le déficit du compte courant devrait se réduire à 3,8% du PIB, et le déficit budgétaire décliner à 4% du PIB en 2024.

Le gouvernement délivre 9 nouveaux permis d'exploration pour l'or

Le 26 juin 2024, le gouvernement ivoirien [a adopté](#) neuf décrets portant chacun octroi d'un permis de recherche minière. D'une durée de quatre ans, ces permis portent principalement sur l'exploration de l'or, métal qui constitue le premier produit d'exportation du secteur minier ivoirien. Pour rappel, la Côte d'Ivoire s'est imposée depuis quelques années comme l'un des principaux producteurs ouest-africains d'or, avec une production de 50 tonnes en 2023 et anticipée de 55 tonnes en 2024. Le pays est aussi considéré comme la juridiction minière la plus favorable aux investissements miniers dans la sous-région.



Gambie

La BAfD fait état d'un portefeuille de projet de 250 M USD

La Banque Africaine de Développement (BAfD) a [publié](#) un rapport sur les résultats à mi-parcours du Document de stratégie pays 2021-2025 de l'institution pour la Gambie. Il en ressort qu'au 31 mars 2024, la BAD comptait 17 projets actifs en Gambie, d'une valeur totale de 252,1 M USD principalement financés par des dons. Le secteur des transports a reçu la plus grande part du financement (51,2 %), suivi de l'agriculture et du développement rural (21 %), de l'énergie (17,5 %), de l'eau et de l'assainissement (7,7 %), et de la gouvernance et des secteurs sociaux (2,6 % chacun). Ces investissements ont significativement amélioré l'accès à l'électricité et augmenté la productivité agricole, notamment grâce à l'initiative Technologies pour la transformation de l'agriculture africaine (TAAT) portée par la BAfD et au Programme de transformation de la chaîne de valeur du riz. La construction du pont transgambien, fruit des financements de la Banque, a permis de réduire les coûts de transport et d'améliorer la circulation des biens et des personnes.

Guinée

Partenariat pour la création d'un centre de formation dans le secteur de l'alumine

Les autorités guinéennes, l'ONUDI et le groupe français ALTEO ont procédé, le 24 juin 2024, à la [signature d'un partenariat](#) public-privé dans le domaine de la formation. Ce partenariat permettra d'offrir des opportunités de travail qualifié aux guinéens dans l'industrie de l'alumine, à travers la mise en place d'une école de formation dédiée au développement des compétences requises à l'industrie de l'alumine et plus globalement à la transformation locale

de minerais. La durée du projet serait de 3 ans et celui-ci vise particulièrement la formation de 800 guinéens (700 techniciens et 100 ingénieurs et cadres supérieurs). A noter que le coût de la 1^{ère} phase du projet s'élève à 386 000 USD.

14 M USD de la BAfD pour le développement industriel et les PME

Le Conseil d'administration du Fonds africain de développement, le guichet de prêt à taux concessionnels du groupe de la Banque africaine de développement (BAfD), a [approuvé](#) un prêt de 14 M USD en faveur de la Guinée pour la mise en œuvre du Projet d'appui au développement industriel et à la résilience des PME (PADIRPME). Les objectifs de ce projet sont (i) le renforcement des capacités de planification, de coordination, de suivi et de promotion du développement industriel ; (ii) l'appui à la croissance et à la résilience des PME-PMI et (iii) l'amélioration de l'offre de services publics aux entreprises privées.

Guinée-Bissau

Accord au niveau des services du FMI au titre de la 6^{ème} revue FEC

Les autorités bissau-guinéennes et les services du FMI sont parvenus à [un accord](#) sur la conclusion de la 6^{ème} revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC). Sous réserve d'approbation par le Conseil d'administration du FMI, l'accord devrait permettre un décaissement de 5,4 M DTS (7,2 M USD). Les services du FMI ont souligné que la mise en œuvre du programme est globalement satisfaisante. La croissance de l'économie bissau-guinéenne est estimée à environ 5% en 2024 et le taux d'inflation à 4,2%, contre 7,2% en 2023. Enfin, le déficit du compte courant devrait également diminuer à 6,1% du PIB. Toutefois, les services du FMI rappellent que l'économie reste soumise à d'importants risques à court terme, notamment un climat



sociopolitique difficile et des contraintes de capacité.

Libéria

10 M USD de la BAfD pour renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Le Conseil d'administration du Fonds africain de développement, le guichet concessionnel de la Banque africaine de développement (BAfD), [a approuvé](#), via le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP), un financement de 10 M USD additionnel, afin de renforcer le Projet de développement des petites exploitations agricoles en vue de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Libéria. Le coût total du projet est estimé à 19,1 M USD. Le projet a pour principaux objectifs (i) le renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la réduction de la pauvreté des populations rurales libériennes, grâce à l'augmentation de la production agricole et de la productivité des petits exploitants ; (ii) l'amélioration de la valeur ajoutée, de l'accès au marché et des revenus des petits exploitants et (iii) le renforcement des capacités des institutions gouvernementales, des exploitants agricoles et des organisations des producteurs. Ce nouveau financement devrait ainsi bénéficier à 18 260 ménages libériens.

Mali

Suspension des activités d'orpaillage

Dans un communiqué de presse du 25 juin, le Ministre des mines malien [a annoncé](#) la suspension des activités d'orpaillage sur l'ensemble du territoire malien jusqu'au 30 septembre 2024. Cette mesure intervient suite au récent effondrement du site d'orpaillage de Kalako, au sud du pays, et coïncide avec la période de la saison des pluies durant laquelle le risque d'éboulement dans les mines d'or traditionnelles est décuplé.

Niger

Lancement des premières opérations de prospection et d'exploitation de la Sonidep

Le 22 juin 2024, le Premier ministre nigérien [a officialisé](#) le lancement des activités de l'amont pétrolier du bloc de Bilma et des blocs R567 d'Agadem par la Société nigérienne du pétrole (Sonidep). Cette officialisation marque le démarrage des activités d'exploration et d'exploitation du pétrole brut et du gaz par la Sonidep, qui était jusqu'alors seulement cantonné à la commercialisation des produits pétroliers. Cette mesure fait suite à la décision prise par le gouvernement nigérien en mars 2024, de renforcer l'influence de l'Etat dans la prospection et l'exploitation de pétrole et de gaz, en établissant la Sonidep en tant qu'"opérateur national".

Sénégal

Soutien renforcé de la Banque mondiale aux collectivités locales

Pour renforcer le financement et la gestion des investissements publics des collectivités locales, la Banque mondiale a [approuvé](#) un financement additionnel de 110 M USD pour le Programme d'appui aux communes et agglomérations du Sénégal (Pacasen). Ce financement, comprenant 50 M USD de l'Association internationale de développement (IDA), 33 M USD de l'Agence française de développement (AFD) et 27 M USD du gouvernement sénégalais, vise à soutenir des réformes fiscales, la transparence, la redevabilité et un pilotage par la performance des financements des collectivités locales. Il intègre également la résilience climatique dans le cadre réglementaire des investissements locaux, leur évaluation annuelle de performance et le renforcement des capacités techniques. Depuis son lancement, le Pacasen a



permis de renforcer la décentralisation au Sénégal, a doublé les transferts de l'Etat aux collectivités locales de 2018 à 2024 et amélioré les performances de 124 collectivités en matière de planification des investissements, de gestion fiduciaire et d'engagement des citoyens. Ce financement supplémentaire prolonge de deux ans la durée du Pacasen jusqu'en décembre 2026 et porte son enveloppe totale à 370 M USD.

200 M USD de la Banque mondiale dans l'assainissement

La Banque mondiale a [approuvé](#) un financement de 200 M USD pour améliorer les services d'assainissement et les ressources en eau au Sénégal, en particulier dans les zones prioritaires en matière de sécurité hydrique. La première phase du Programme intégré de sécurité de l'eau et de l'assainissement au Sénégal (Pisea) vise à améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, à renforcer la résilience aux inondations et à la sécheresse, et à atteindre à terme plus de 7 millions de personnes. Le projet prévoit la construction de systèmes d'égouts à Dakar, une station d'épuration, et l'utilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation de 600 hectares. Les fonds soutiendront également la recharge des eaux souterraines, la réduction des eaux non facturées, et la préparation de réformes sectorielles. Financé par l'Association internationale de développement (IDA), ce projet est la première phase d'une stratégie échelonnée sur 10 ans, avec un investissement total de 800 M USD.

Togo

PIL démarre ses activités au port de Lomé

Le 19 juin 2024, le ministre de l'économie maritime a annoncé que la société singapourienne Pacific International Lines (PIL) [entamait ses opérations de transbordement au Port Autonome de Lomé \(PAL\)](#), premier port du Golfe de Guinée et unique port en eau profonde de la sous-région. Le PAL concentre déjà 67% de ses activités au transbordement de marchandises. Le démarrage des activités de la société PIL, classée [12^{ème} plus grande compagnie de transport maritime de conteneurs](#), a été marqué par l'arrivée de son navire Kota Tema. Doté d'une capacité de 7 000 conteneurs, il est le navire le plus performant de la compagnie singapourienne.

Près de 3 Mds USD d'APD entre 2018 et 2022

[Lors d'une réunion d'échange](#) entre les partenaires techniques et financiers (PTF) et la ministre Secrétaire générale de la Présidence de la République, le bilan de l'aide publique au développement (APD) fournie par les PTF entre 2018 et 2022 a été dressé. Sur les 4 ans, l'APD mobilisée et décaissée a été d'environ 2,725 Mds USD (1 715,5 Mds FCFA). L'APD a connu un pic en 2020 avec un montant de 786 M USD (482,5 Mds FCFA), contre 493 M USD (302,6 Mds FCFA) en 2022. Cela reflèterait notamment l'appui des PTF à la lutte contre la pandémie de la Covid-19.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar, Lomé et Niamey, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)